

M. BOWERS : Lorsque le ministère poursuit ces gens, je crois qu'ils devraient payer les frais, au lieu de les faire payer au comté. C'est une affaire fédérale et non une affaire de comté, et je ne veux pas que le comté de Digby paie \$88.35 de plus qu'il ne devrait équitablement être appelé à payer. Je ne veux pas que ces frais soient mis à la charge du comté dans certains cas, et payés par le gouvernement dans d'autres cas.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Le gouvernement devrait dire si un fonctionnaire qui a été poursuivi et trouvé coupable dans un pareil cas va être employé dans une autre branche du service.

M. FOSTER : Il ne devrait pas rester au service du gouvernement ; je n'hésite pas à dire cela.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Cela est satisfaisant. Je crois que nous ne devrions pas, de notre côté, rester ici plus longtemps. Nous siégeons depuis cinq heures.

Les résolutions sont rapportées.

M. FOSTER : Je propose que la séance soit levée.

La motion est adoptée, et la séance est levée à 12.45 a.m. (samedi).

CHAMBRE DES COMMUNES.

LUNDI, le 10 juin 1895.

M. l'ORATEUR ouvre la séance à trois heures.

PRIÈRE.

PREMIÈRE LECTURE.

Bill (n° 114) amendant de nouveau l'Acte des Sauvages (du Sénat).—(M. Daly.)

LISTES ÉLECTORALES DE WRIGHT.

M. DEVLIN : Avant de passer à l'ordre du jour je ferai remarquer au gouvernement que les listes électorales de la division de Wright, n'ont évidemment, pas encore été préparées. J'ai reçu les listes électorales de la division de Labelle, partie du comté d'Ottawa, mais je n'ai pas encore entendu parler des listes de l'autre partie, la division électorale de Wright. J'aimerais savoir de la part du gouvernement quand je puis compter les recevoir.

M. MONTAGUE : Je suis informé que les corrections n'ont pas encore été reçues du reviseur. Je me suis enquis de la chose il y a quelques jours, et l'on m'a dit que c'était là la cause du retard. Je n'ai pas de doute que les listes seront bientôt prêtes.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LANGENBURG ET DU SUD.

M. McDONALD (Assiniboia) : Je propose que le bill (n° 55) constituant la compagnie du chemin de fer de Langenburg et du Sud soit adopté en troisième délibération.

M. McMULLEN : Je comprends qu'une objection a été soulevée contre l'adoption de ce bill, et je crois que c'est le ministre des Chemins de fer lui-même qui a suggéré qu'il fût laissé en suspens. Je suis informé que jusqu'à tout dernièrement les porteurs d'obligations intéressés dans les sections sud du chemin ne savaient pas que l'on dût demander l'adoption d'un pareil bill. Est-ce que des représentations ont été faites au ministre des Chemins de fer relativement au bill, ou a-t-il reçu au nom des porteurs d'obligations une demande de délai pour examiner dans quelle position ils seraient placés par ce bill, s'il était adopté ? Bien qu'un avis ait sans doute été publié dans la *Gazette* conformément à la loi, il me semble que si les porteurs d'obligations ignoraient qu'un pareil bill dût être présenté à la Chambre, il serait bon d'en suspendre l'adoption.

M. HAGGART : La seule communication que j'aie reçue à ce sujet a été un télégramme qui m'est parvenu samedi, par lequel on demandait que la troisième lecture du bill fût ajournée jusqu'à lundi pour donner à M. Ewart, qui représente les porteurs d'obligations, le temps de trouver quelqu'un pour faire un exposé de la position des porteurs d'obligations.

M. LAURIER : Dans ces circonstances, l'honorable ministre ne donnera-t-il pas à M. Ewart l'occasion de fournir l'exposé projeté ? Si le bill est adopté aujourd'hui en troisième délibération, il n'aura pas cette occasion ?

M. HAGGART : Je demande pardon à l'honorable député ; je n'ai pas compris ce qu'il a dit.

M. LAURIER : L'honorable ministre dit, si j'ai bien compris, qu'il a reçu un télégramme, samedi, demandant que M. Ewart eût l'occasion d'être entendu à ce sujet.

M. HAGGART : Tout ce que j'ai reçu c'est un télégramme—je crois que l'honorable député de Norfolk-sud (M. Tisdale) m'en a remis un aussi, disant que j'avais reçu un télégramme de M. Ewart—demandant que la troisième lecture du bill fût ajournée jusqu'aujourd'hui. J'ai vu M. Ewart en ville aujourd'hui. S'il désirait donner une explication, le bill pourrait être renvoyé au comité. J'attends pour savoir si quelqu'un va donner des raisons pour que le bill soit remis à l'étude.

M. LAURIER : Dans les circonstances, j'espère que l'honorable ministre n'insistera pas pour que le bill soit adopté en troisième délibération, car s'il l'était M. Ewart n'aurait pas l'occasion de donner des explications.

Sir ADOLPHE CARON : Il y a aussi un comité des chemins de fer au Sénat, et M. Ewart pourra être entendu devant ce comité.

M. LAURIER : Mais il a demandé à être entendu devant cette Chambre.

Sir ADOLPHE CARON : Entendu—pour quelle raison ?

M. LAURIER : Parce que, si je comprends bien, il a des explications à donner au nom des porteurs d'obligations, dont les intérêts, à ce que l'on prétend, sont menacés par ce bill.